

Bureau des Opérations Immobilières

PF/GB

RECULE

26 NOV. 1991

DDASS
Hygiène du Milieu

D. D. A. S. S.

Le Préfet de l'AIN,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

OBJET : Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de LYON

Autorisation de captages d'eau potable de "La Bonnarde" et "Juffet"
et établissement des périmètres de protection des ouvrages de
captages situés sur le territoire de la commune de ST MAURICE-de-BEYNOST.
Déclaration d'utilité publique.

Vu le code des Communes ;

Vu l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

Vu les articles L. 20 et L. 20-1 du code de la santé publique ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 portant sanction des infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990 et le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 ;

Vu la délibération en date du 12 mars 1991 par laquelle le Comité Syndical a :

- demandé l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de l'autorisation de prélèvement d'eau et de l'implantation des périmètres de protection des ouvrages de captages d'eau potable situés sur la commune de ST MAURICE-de-BEYNOST ;

- pris l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

.../...

Vu les pièces du dossier établi à l'appui de cette délibération et comprenant notamment une notice explicative, un plan cadastral au 1/2.000ème délimitant les périmètres de protection des captages et le rapport géologique ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 mai 1991 ordonnant, sur le territoire de la commune de ST MAURICE-de-BEYNOST, du 17 juin 1991 au 3 juillet 1991 inclus, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

Vu les numéros des 31 mai 1991 et 21 juin 1991 des journaux "VOIX DE L'AIN" et "LE PROGRES" contenant l'insertion de l'avis d'enquête ;

Vu le certificat établi par Mme le Maire de ST MAURICE-de-BEYNOST attestant l'affichage d'un avis d'enquête à compter du 6 juin 1991 et pendant toute la durée de l'enquête ;

Vu le registre d'enquête contenant les observations du public ;

Vu le procès-verbal des opérations et l'avis favorable du Commissaire-enquêteur en date du 8 juillet 1991 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 6 juillet 1990 ;

Vu le rapport après enquête de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 15 novembre 1991 ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de l'AIN ;

- A R R E T E -

Article 1er - Est déclaré d'utilité publique le projet du Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de LYON de captages d'eau potable de "La Bonnarde" et "Juffet" et d'établissement des périmètres de protection des ouvrages de ces captages situés sur la commune de ST MAURICE-de-BEYNOST.

Article 2 - Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de LYON est autorisé à dériver le débit maximum des Sources dites "de la Bonnarde" et "Juffet" situées au territoire de la commune de ST MAURICE-de-BEYNOST.

Article 3 - Conformément à l'engagement pris par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de LYON dans sa délibération du 12 mars 1991, le Syndicat devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 4 - Il sera établi autour des ouvrages de captages trois périmètres de protection dont les limites figurent sur le plan parcellaire au 1/2.000ème qui restera annexé au présent arrêté.

La réglementation particulière concernant chacun de ces périmètres de protection est définie comme suit :

1 - Périmètre de protection immédiate

Les terrains inclus dans le périmètre immédiat devront être acquis en pleine propriété et fermés par une clôture continue et infranchissable.

Toutes activités seront interdites à l'exception des activités de service des eaux.

.../...

2 - Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre, seront interdits :

- le fonçage de puits, l'exploitation de carrières, l'ouverture et le remblaiement des excavations à ciel ouvert ;
- le rejet dans le sol des effluents radioactifs, des huiles et lubrifiants ;
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et, de façon générale, tous dépôts de matières dangereuses susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers ;
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et gazeux, de produits chimiques ;
- la construction de porcheries, étables, bergeries ou de tout autre local habité par des animaux et, de même, les dépôts de fumier, les fosses à purin, les dépôts de matières fermentescibles ;
- les locaux à usage d'habitation ;
- les terrains de camping et les cimetières ;

3 - Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre seront interdits :

- les puisards absorbants, les carrières, le rejet dans le sol d'effluents radioactifs, des huiles et lubrifiants, des détergents, les décharges d'ordures ;

Article 5 - Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Article 6 - Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de LYON est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des travaux tels qu'ils figurent au plan parcellaire au 1/2.000ème annexé au présent arrêté.

Article 7 - L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 8 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 9 - Le présent arrêté sera, par les soins de M. le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de LYON :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques de TREVoux.

Il devra également être annexé par Mme le Maire au P.O.S. de la commune de ST MAURICE-de-BEYNOST conformément à l'article 126-1 du code de l'urbanisme.

.../...

- Article 10 - M. le Secrétaire Général de l'AIN,
- M. le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est
de LYON,
- Mme le Maire de ST MAURICE-de-BEYNOST,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'AIN et ampliation adressée à :

- M. le Commissaire-enquêteur,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- ~~M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,~~
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. le Directeur des Services Fiscaux à BOURG-en-BRESSE.

BOURG-en-BRESSE, le **22 NOV 1991.**

J. C. H.
Le Préfet,

Pour Ampliation
Le Chef de bureau,



Système DESTIN LOT

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-Claude HAY

